

Thème 3

POUR UNE ÉCOLE DÉMOCRATIQUE, DANS UN MONDE JUSTE



Préambule

Le SNUEP-FSU revendique un syndicalisme de lutte et de transformation sociale pour une société de justice sociale, démocratique, égalitaire, féministe et écologiste. Alors que l'enseignement professionnel public a un rôle important à jouer en termes de qualification de tout un pan de la jeunesse mais aussi un devoir éducatif et social, il subit depuis trop longtemps les attaques de gouvernements bercés par les sirènes du patronat et des marchés. Depuis quelques années s'y mêle désormais la poussée d'idées réactionnaires et rétrogrades qui doivent nous rappeler que nos droits et nos libertés sont des acquis qu'il faudra défendre vaillamment. Cette situation ne doit pas pour autant nous faire perdre de vue nos objectifs dont la réalisation passera par la conquête de nouveaux droits.

FICHE 1 : Pour une école démocratique

L'école est comme tous les piliers de notre démocratie, soumise aux offensives de l'idéologie néolibérale qui instrumentalise les réflexes réactionnaires pour tenter d'imposer son hégémonie à tous les pans de nos sociétés. Il faut donc défendre farouchement l'espace fondamentalement démocratique que constitue notre école. Ce combat doit se tenir partout où se fait l'école et doit être mené par tous ses acteurs et toutes ses actrices, élèves, parents d'élèves, personnels éducatifs, enseignant-es.

Parce que c'est là que se forment les citoyen·nes de demain, la démocratie doit y être sanctuarisée et pouvoir librement se déployer dans tous les aspects de l'école.

D'abord sur sa fonction et ses ambitions. On sait que les élèves n'entrent pas tou·tes avec le même capital culturel et que celui-ci est déterminant dans leur scolarité et dans leur choix d'orientation. D'autres facteurs également inégalitaires ont une incidence très forte sur la réussite scolaire comme les conditions d'habitat, l'accès à l'hygiène et à la santé ou encore la qualité de l'alimentation. L'ambition que nous devons porter est celle d'une école qui donne à tous les enfants un égal accès à tout ce qui constitue notre culture commune pour leur permettre de devenir des citoyen·nes libres et éclairé·es. Pour ce faire, l'école doit demeurer libre et éclairée vis-à-vis des pressions menées depuis la société ou les milieux économiques et financiers. L'idée de réussite scolaire sert par exemple communément de justification à la reproduction d'un système inégalitaire fondé sur la richesse, l'accumulation de patrimoine et la compétition.

Cet écueil nourrit à son tour une conception utilitariste de l'enseignement et de l'orientation que nous connaissons trop bien au sein de la voie professionnelle. L'école n'est pas encore parvenue à neutraliser les diverses inégalités qui déterminent, encore aujourd'hui, beaucoup trop de trajectoires humaines. Le caractère démocratique de l'école doit se traduire dans les contenus, et leur capacité à constituer des savoirs émancipateurs pour nos élèves. Ainsi, c'est une des fonctions de l'Éducation nationale que de présenter à tout·e enfant grandissant sur le territoire français, des savoirs et des techniques, des œuvres et des activités sportives ou artistiques, dispensées par des enseignant-es qualifié·es et libres dans leurs choix pédagogiques. Liberté et égalité doivent ainsi être les directions cardinales à partir desquelles nous orientons nos politiques éducatives.

L'école est au service des élèves et les considère comme des citoyens en devenir qui ont leur rôle à jouer dans son fonctionnement. Les enseignant-es et les personnels éducatifs mettent en œuvre leur expertise pour susciter leur adhésion et leur initiation aux principes de notre démocratie dans sa dimension sociale notamment. La conscience écologique et l'idée d'intérêt collectif ne peuvent être convenablement comprises et acceptées que dans le cadre du service public de l'Éducation. L'école étant un terrain de formation des esprits de la jeunesse, il est normal que les élèves forgent leur conscience politique en son sein, notamment dans le cadre de mouvements ou d'organisations de jeunesse. Ces expériences, alliées à la fréquentation des instances démocratiques de l'institution, doivent fournir aux jeunes les outils pour agir et penser en citoyen·nes autonomes et avisé·es.

La force de pénétration des idéologies réactionnaires ou libertariennes, des théories du complot et des manipulations n'est plus à prouver. La concentration entre les mains de quelques magnats de la majeure partie de l'offre médiatique en France a des conséquences énormes sur les contenus des éditoriaux et plus largement sur les rapports entre la presse et le pouvoir. À ce titre, il nous incombe de nous organiser pour préserver la frontière entre les marchés et l'enseignement. Il nous faut être vigilant-es et prendre la mesure des risques que feraient peser sur notre démocratie la disparition de tout média indépendant, l'instrumentalisation des formidables potentialités de l'intelligence artificielle ou encore le déploiement à très vaste échelle de systèmes de surveillance incontrôlés.

Comment pourrait-on, au sein des lycées professionnels, mener ces combats pour la construction d'une société plus juste et plus égalitaire ?

Agir pour une école démocratique, c'est ce que nous faisons chaque jour en donnant à nos élèves respect, attention et considération. C'est aussi ce que le SNUEP-FSU fait en exigeant une possibilité de poursuite d'études pour les élèves de LP.

Permettre à nos collègues de ne pas perdre de vue cet objectif est primordial. Accablé par les réformes désastreuses, il peut être compliqué de poursuivre la transmission des valeurs de justice sociale, de liberté. L'un des rôles du SNUEP-FSU est de donner aux collègues le courage de ne pas renoncer.

L'irruption de « l'intelligence artificielle » augmente ce danger. La réalisation d'images, de conversations truquées est désormais à la portée de tous.

Le SNUEP-FSU se doit d'alerter les collègues. Par ailleurs, l'utilisation des données par les GAFAM doit nous interroger sur nos pratiques.

FICHE 2 : Pour une école républicaine

2.1. Défense des valeurs humanistes et républicaines

Alors que l'école est l'objet de pressions diverses et d'attaques multiples et protéiformes, au nom d'idéologies politiques, religieuses et économiques, le SNUEP-FSU réaffirme son attachement indéfectible au principe de laïcité, à ses fondements émancipateurs et en condamne l'instrumentalisation. Les meurtres de nos collègues Samuel Paty et Dominique Bernard, ont été utilisés par divers courants politiques et religieux qui n'ont pas hésité à mettre en avant ce principe pour diffuser des idées nauséabondes et stigmatisantes.

L'ensemble de la communauté éducative doit rester soudée pour défendre ce principe de laïcité. Les établissements scolaires doivent rester des lieux protégés face à ces pressions. Le développement de l'esprit critique, du libre arbitre, en particulier dans l'éducation aux médias, doit avoir une place centrale dans l'ensemble des programmes. Dans ce sens, le SNUEP-FSU demande un renforcement significatif des horaires d'EMC et de Lettres-Histoire-Géographie afin de pouvoir former dans les LP des citoyen·nes éclairé·es et critiques.

Le SNUEP-FSU dénonce l'entrisme d'associations de parents affiliées à des partis d'extrême-droite, porteuses d'une vision rétrograde sur l'éducation et la jeunesse, et la place qui leur est faite dans l'espace politique et médiatique. Le SNUEP-FSU organisera des stages de formation syndicale afin d'aider les collègues pour qu'ils puissent agir dans leurs établissements, quelle que soit la matière qu'ils enseignent.

2.2. Lutter contre les stéréotypes et les discriminations en LP

La ségrégation professionnelle des métiers est une des premières causes des inégalités salariales entre les femmes et les hommes. Les métiers les plus féminisés sont les plus dévalorisés, les plus précaires et les moins rémunérés. La division sexuée des filières professionnelles est très marquée : les filles sont très largement représentées dans celles qui conduisent à des métiers déjà fortement féminisés et à l'inverse quasi absente de celles qui mènent à des métiers masculinisés et plus rémunérateurs. Cette division sexuée dans les lycées pros est par conséquent une des entraves à la mixité des métiers et donc à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes. Pour le SNUEP-FSU, il est donc indispensable que le ministère engage des mesures fortes pour lutter contre les stéréotypes et les discriminations à l'orientation dans les filières professionnelles. Des moyens doivent aussi être fléchés pour que les filles disposent des conditions matérielles spécifiques (vestiaires non mixtes, etc.) et de listes de PFMP où les entreprises possèdent des conditions d'accueil pour leurs employés femmes. Le ministère doit aussi engager un travail important pour sécuriser les lieux de stages, en particulier en matière de violences sexistes et sexuelles, pour protéger les stagiaires filles qui y effectuent leurs PFMP.

2.3. Lutter contre l'arrivée en force des acteurs économiques dans les EPLE

Un des objectifs de la réforme de la voie professionnelle portée par Carole Grandjean est de mettre en adéquation les formations avec le tissu économique local autour de chaque EPLE. Les branches économiques auraient ainsi porte ouverte dans les EPLE, par l'intermédiaire des bureaux des entreprises, de professeur-es associé-es, voire des places plus importantes dans les conseils d'administration des établissements. Cette intrusion va à l'encontre des valeurs émancipatrices des formations défendues par le SNUEP-FSU. Une offre limitée et inégalitaire serait proposée à un tiers de la jeunesse française, l'assignant ainsi à résidence géographique et sociale. Un tel projet, loin de lutter contre le décrochage scolaire, risquerait au contraire de le renforcer en aiguillant les jeunes issu-es majoritairement des milieux défavorisés vers les filières « en tension », dans l'unique objectif de satisfaire les besoins immédiats de main-d'œuvre au détriment du choix et des désirs de nos élèves. Certains conseils régionaux proposent même de s'associer aux milieux économiques pour définir localement les contenus des formations, l'attribution des diplômes. Le ministère est en train de créer des liens organiques entre les entreprises et les lycées pro asservissant ces derniers uniquement aux exigences du monde économique au détriment de sa fonction éducative. Le SNUEP-FSU, partout où il le pourra, s'opposera avec force à ces pratiques.

2.4. Pour l'application du droit universel aux vacances

Le SNUEP-FSU rappelle que le droit aux vacances est un droit fondamental inscrit comme tel dans la loi contre les exclusions votée en 1998. Les annonces du président de la République proposant un raccourcissement des vacances scolaires estivales par une rentrée scolaire anticipée pour les élèves qui en auraient le plus besoin, outre son caractère stigmatisant, vont à l'encontre de ce droit.

La réforme de la voie professionnelle entend modifier l'organisation de l'enseignement professionnel public sous statut scolaire en s'appuyant sur le modèle patronal de l'apprentissage. Prévoit-elle de calquer à terme les vacances des élèves de LP sur les apprentis, en les limitant à 5 semaines par an ? A-t-on évalué les conséquences sociales d'une telle mesure pour de jeunes adolescent-es entrant au lycée ? Quel décalage avec les autres élèves de lycée qui ont droit aux vacances ?

La question des vacances doit être envisagée dans le contexte plus large de l'organisation du travail, du partage des tâches et du sens donné au travail salarié. Réduire le temps de vacances des lycéen-nes qui se sont engagé-es dans la voie professionnelle est lié à la volonté du patronat d'assujettir toujours plus les salarié-es.

FICHE 3 : Combattre les politiques libérales et les extrêmes droites

Les crises économique, sociale et sanitaire qui se sont succédé ont servi d'alibi pour renforcer la diffusion des idées d'extrême-droite et libérales en France comme en Europe. Les tensions qui accompagnent ces moments d'incertitude ont profité aux dirigeants pour viser certaines catégories de la population afin de les rendre responsables des difficultés et de les stigmatiser, immigré-es, racisé-es, précaires, LGBTQIA+... Les idées d'extrême-droite infusent également au sein des forces libérales à travers le monde comme en France. Face à ces positionnements qui vont à l'encontre de nos valeurs, l'enjeu est multiple. Le combat sur les mots et les idées est primordial. Alors que le Rassemblement National a effectué une entrée fracassante à l'Assemblée nationale, que ses résultats électoraux ne cessent de progresser sur l'ensemble du territoire français, le SNUEP-FSU doit démonter les arguments fallacieux et les contre-vérités et démontrer que les solutions de solidarité sont une des voies de sortie de crise. Comment faire face aux dangers que représente la montée de l'extrême-droite au sein de la société ? Quel rôle dans nos lycées professionnels devons-nous avoir face à la diffusion de ces idées ?

3.1. Lutter contre les idées d'extrême-droite et les discriminations dans toutes leurs formes.

Le SNUEP-FSU combat le racisme et s'inquiète de sa diffusion et de sa banalisation dans la société, dans les plus hautes sphères de l'État comme dans le champ médiatico-politique. La mainmise du grand patronat, l'empire Bolloré entre autres, sur certains médias a accéléré la propagation des idées d'extrême-droite. Le SNUEP-FSU considère que cette confiscation des médias par les puissances financières fait partie du problème et s'inquiète du manque d'indépendance dans les canaux d'informations.

Le SNUEP-FSU lutte contre les discriminations. Le SNUEP-FSU appelle à une meilleure formation des enseignant·es sur la prévention et la lutte contre celles-ci. Le ministère doit mettre en œuvre un protocole rigoureux qui enclenche une enquête administrative impartiale et objective lorsque les collègues réceptionnent la parole de filles et garçons qui se déclarent victimes de violences sexistes et sexuelles. Les suicides d'élèves LGBTQIA+ doit amener aussi à une réaction forte. Des groupes d'extrême-droite tels que « Parents vigilants » font pression pour limiter la mise en place de cours sur l'éducation à la vie sexuelle et affective et tentent d'entraver la présence d'associations féministes dans les établissements scolaires. Le SNUEP-FSU exige que les 3 jours obligatoires d'éducation à la vie sexuelle et affective deviennent effectifs et soient enseignés par des personnels formés. Il apporte son soutien plein et entier aux associations labellisées comme le planning familial pour leurs actions dans les établissements scolaires.

3.2. Face aux politiques réactionnaires, défendre les droits des femmes

Le SNUEP-FSU avec la FSU s'inscrit dans le mouvement de luttes féministes. La montée des idées réactionnaires met en danger les droits des femmes et l'ensemble des luttes progressistes. Les femmes sont les premières victimes de la montée de l'extrême droite – en particulier sur le plan des droits sexuels et reproductifs. Le SNUEP-FSU avec la FSU participe aux mobilisations et actions en faveur des droits des femmes (grèves féministes du 8 mars, 25 novembre, IVG...). Le SNUEP-FSU s'engage à former l'ensemble de ses militantes afin qu'elles interviennent dans les instances pour renforcer les plans égalité pro et participent toujours plus à la réussite des mobilisations.

3.3. Refus des lois stigmatisantes sur l'immigration

Menée par le ministre Gérald Darmanin, la loi « pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration » met en péril le modèle d'intégration à la française déjà mis à mal ces dernières décennies. Cette loi est un signal fort montrant la porosité des gouvernements dits libéraux vis-à-vis des thèses d'extrême-droite. À rebours de la politique gouvernementale actuelle, le SNUEP-FSU revendique une régularisation de tou·tes les sans-papiers. Défendant le droit universel à l'éducation, le SNUEP-FSU défend ce droit pour tou·tes les élèves, quels que soient leur statut et leur nationalité, au sein de l'Éducation nationale.

3.4. Situation internationale

La situation est de plus en plus inquiétante au sein de l'Union européenne où des coalitions de droite et d'extrême-droite se multiplient, permettant l'accès au pouvoir de mouvements qui ne cachent même plus leur orientation néo-fasciste comme en Italie avec le gouvernement Meloni. En novembre 2023, les Pays-Bas ont placé le parti d'extrême-droite PVV de Geert Wilders largement en tête des élections législatives, témoignant de l'accélération de la xénophobie au sein de la population européenne. L'extrême-droite et une partie de la droite française n'hésitent pas à afficher une proximité avec de tels gouvernements, en particulier celui de Viktor Orbán au pouvoir depuis 2010 en Hongrie.

En Amérique du Sud, après le Brésil qui paye encore les divisions des années Bolsonaro, les élections argentines ont permis l'arrivée au pouvoir du libertarien Javier Milei. Son projet politique étant à la croisée des chemins des pires positions réactionnaires et libérales.

Le SNUEP-FSU continuera à dénoncer avec force les tentatives d'importation de ces idéologies libertariennes en France et participera à les combattre dans les années à venir.

FICHE 4 : Solidarité internationale, dangers guerriers et mobilisation pour la paix

4.1. Face aux impasses libérales, répondre aux besoins humains, promouvoir la paix et protéger la planète !

Partout dans le monde comme en Europe, la situation dans nos professions se dégrade, tant sur le plan des salaires que des conditions de travail – d'ailleurs, à l'échelle de l'OCDE, la situation française est l'une des pires. À l'échelle européenne, la dégradation des services publics, conséquence de décennies de politiques néo-libérales, est évidente et elle frappe au premier chef les plus précaires et la jeunesse.

Le gouvernement actuel continue de privilégier massivement les aides aux entreprises, dont nous voyons clairement les effets dans notre secteur avec les aides massives à l'apprentissage depuis la loi Pénicaud (loi

Avenir professionnel) de 2018. Ces aides diverses - allègements de « charges », niches fiscales ... - atteignent au moins 70 milliards d'euros en 2023.

Conséquences logiques de cette politique, loin d'un « ruissellement » qui bénéficierait à tous, les inégalités en France se creusent comme jamais depuis des décennies.

Les 10 % les plus riches détiennent plus de la moitié de la richesse nationale quand les 50 % les plus pauvres se partagent moins de 10 % de celle-ci. Les milliardaires français font partie des grands gagnants : depuis 2020, leur fortune a augmenté de plus de 200 milliards d'euros, soit une hausse de 58 %. À l'inverse, les plus précaires - dont nombre de jeunes, d'étudiant-es et de familles monoparentales - voient leur situation s'aggraver, notamment du fait de l'inflation. Ainsi, près de 15 % de la population se trouve en situation de privation, y compris pour l'alimentation.

En outre, au-delà d'un affichage qui viserait à répondre à l'urgence climatique (celui d'un « budget vert »), les orientations budgétaires gouvernementales confirment un autre choix majeur : une priorité clairement orientée vers l'armement et les nouveaux équipements militaires, avec l'objectif de « se préparer à la guerre de haute intensité », voire de « basculer en économie de guerre ».

La LPM 2024-2030, dotée de 413 milliards d'euros, prévoit ainsi un doublement du budget de la défense entre 2017 et 2030 (hors pensions) pour atteindre 67,4 milliards en 2030.

Au-delà de la logique mortifère qui sous-tend la hausse de ces dépenses – considérer que la confrontation et la guerre comme un mode de résolution des conflits dans le monde actuel –, ce sont, dans un contexte d'économies budgétaires, autant de sommes considérables qui ne seront, de fait, pas affectées à l'amélioration ou à l'extension des services publics comme à la satisfaction des besoins humains.

Il est difficile de ne pas voir dans le SNU, sous couvert « d'engagement », une illustration de cette « militarisation idéologique » qui cible aussi la jeunesse, alors qu'il y a tellement besoin de temps pour développer l'esprit critique, approfondir les connaissances et les apprentissages... Prendre encore du temps scolaire, désorganiser nos établissements, et ce, pour un coût considérable, plus de 2 milliards d'euros par an, alors que les moyens font tant défaut dans nos établissements, c'est totalement inacceptable.

Nous exigeons l'abandon de cette mesure inutile et néfaste et le basculement de l'ensemble des moyens dévolus au SNU sur le budget de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports.

Le rôle des enseignant-es est là encore de démontrer que la guerre n'est pas et n'a jamais été une solution, qu'elle est le résultat de la volonté d'hégémonie des plus riches. Les discours « pro-guerre » sont des moyens de détourner l'attention des populations des problèmes véritables et de faire des profits.

De même, dans un contexte économique où le commerce extérieur français accuse un déficit abyssal (163,6 milliards en 2022), la France fait partie des trois principaux pays vendeurs d'armes de la planète. Un « record » a même été établi en 2022, avec 27 milliards d'euros d'exportations, derrière les États-Unis et la Russie.

Nous pensons, à l'inverse de ces logiques funestes, qu'il faut réinvestir ces technologies et ces emplois dans le domaine civil, notamment pour développer les énergies renouvelables.

La France doit également ratifier le TIAN et porter la voix d'un processus vers la dénucléarisation du monde.

Pour le SNUEP-FSU, il y a urgence à réinvestir dans les services publics « de base » : santé, énergie, transports, eau, éducation..., comme à opérer des choix forts pour mener à bien des politiques publiques pour la transition écologique.

Ces investissements sont indispensables aussi pour « faire société », pour assurer un avenir à la jeunesse, pour garantir un futur décent à nos anciens, pour répondre aux besoins actuels et à venir des populations comme à la préservation de la planète.

4.2. Pour les droits des peuples et la solidarité internationale

Les principes qui guident l'action et la réflexion du SNUEP comme de la FSU demeurent les mêmes depuis la création de notre fédération sur les questions internationales (corpus) : Respect du droit international et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, comme la défense de principes fondamentaux, adossés à des grands principes universels, ceux de la charte de l'ONU ou la déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen. Nous sommes engagé-es au quotidien dans le combat contre le racisme et l'antisémitisme et la lutte contre toutes les discriminations, pour la défense de l'égalité, de la justice, du droit des femmes, du droit à l'éducation, des droits de l'enfance...

Le monde est durablement marqué par des bouleversements géopolitiques significatifs – déclin (relatif) de la puissance américaine, élargissement des BRICS, montée de l'antagonisme États-Unis/Chine – avec des

contradictions de plus en plus aiguës entre les aspirations des peuples à vivre mieux et à la justice sociale et un capitalisme mondialisé qui accroît les inégalités et exploite, via ses multinationales, des centaines de millions de travailleurs et travailleuses, tout en dégradant la planète en hypothéquant les conditions de vie sur terre pour les générations présentes et celles à venir.

La plupart des conflits actuels ont comme caractéristique commune qu'ils touchent davantage les civils que les combattants (au Sahel, dans la corne de l'Afrique, au Congo...). Les peuples de plusieurs pays subissent aussi des situations humanitaires terribles comme en Afghanistan (aux mains des talibans, après plusieurs décennies de guerres et d'occupation militaire) ou au Yémen (où des millions de personnes continuent de vivre dans des conditions dramatiques après plus de dix ans de guerre, de blocus et de bombardements).

Bien souvent, ce sont les femmes et les enfants les premières victimes de ces tragédies, parfois renforcées aussi par des politiques d'oppression – ainsi le calvaire des femmes afghanes, confrontées à l'obscurantisme des talibans. Nous réaffirmons avec force également notre soutien indéfectible aux femmes iraniennes comme notre condamnation de toutes les attaques contre les droits des femmes, que ce soit dans les pays précités ou bien dans des pays européens comme la Hongrie ou la Pologne, sans compter les multiples atteintes aux droits à l'éducation, aux droits du travail, à l'égalité ou aux droits des femmes, partout, hélas, dans le monde.

Nous réaffirmons notre solidarité avec l'ensemble des peuples qui luttent pour leurs droits et leur reconnaissance ou leur autodétermination, notamment les peuples sous domination coloniale, comme les peuples kurde et palestinien.

Ces batailles-là, pour l'émancipation, pour les droits humains et la solidarité internationale, méritent plus que jamais d'être livrées et nécessitent notre solidarité active.

4.3. La guerre en Ukraine

Depuis février 2022, l'Europe connaît une nouvelle guerre sur son sol, à la suite de l'agression militaire déclenchée par la Russie contre l'Ukraine, avec les conséquences tragiques d'une guerre, tant pour les troupes mobilisées que pour les populations civiles (ukrainiennes comme russes). Des millions d'Ukrainien·nes ont été contraint·es de fuir leur pays, et on déplore des centaines de milliers de victimes – blessé·es ou mort·es - tant en Ukraine qu'en Russie. La responsabilité de la Russie est très claire dans cette guerre, mais tout montre que l'escalade actuelle (impliquant de plus en plus directement les pays de l'OTAN) conduit à une impasse toujours aussi meurtrière dans les deux camps sans issue militaire sur le front. Il y a urgence à agir pour un cessez-le-feu et pour l'ouverture de négociations entre les parties concernées.

4.4. Le conflit Israël-Palestine

Depuis le 7 octobre 2023 et l'attaque terroriste du Hamas en Israël (causant plus de 1200 morts, dont une quarantaine de Français·es et environ 200 otages), le conflit israélo-palestinien revient de manière tragique sur le devant de la scène. Depuis le 12 octobre, l'armée israélienne a déclenché une intervention militaire de grande ampleur sur la bande de Gaza, avec l'objectif d'en finir avec le Hamas. Or, la population de Gaza, enfermée dans l'enclave et soumise à un blocus de plus en plus strict au fil des années, à des restrictions d'accès aux ressources élémentaires (eau, nourriture, électricité, emploi...) et largement dépendante de l'aide internationale (y compris pour la santé ou l'éducation) subit de terribles bombardements quotidiens, touchant indistinctement des immeubles, écoles, hôpitaux... On déplore des milliers de morts sous les décombres, et cette population – composée majoritairement d'enfants – voit ses conditions d'existence se dégrader encore chaque jour, sans possibilité de se réfugier ailleurs ou d'être à l'abri des bombes.

Il y a urgence à obtenir un cessez-le-feu immédiat, comme à obtenir la libération de l'ensemble des otages.

Le gouvernement de Benjamin Netanyahu a une responsabilité écrasante dans l'aggravation des tensions comme dans la crise actuelle. Ce dirigeant d'extrême-droite a tout mis en œuvre pour empêcher, depuis des décennies, avec notamment ses alliés religieux, la perspective d'une cohabitation pacifique entre Israélien·nes et Palestinien·nes, en réduisant comme peau de chagrin les territoires sous autorité palestinienne dans le découpage des accords d'Oslo, en favorisant l'implantation des colons partout en Cisjordanie (qui sont désormais 700 000) et en rendant la vie impossible aux populations de Gaza.

Notre pays, membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, dispose des moyens pour intervenir en ce sens, pour le respect des droits du peuple palestinien, en exigeant l'arrêt immédiat de la colonisation (qui devra impliquer le démantèlement des colonies en Cisjordanie) et l'application des résolutions de l'ONU (cf Corpus et textes des congrès précédents).

Quelle que soit l'issue politique du conflit israélo-palestinien sur le long terme (deux États ou État binational/confédéral, etc.), dans un premier temps, l'urgence est d'obtenir la reconnaissance par la France d'un État de Palestine à côté d'Israël sur les frontières de 1967 pour rétablir un respect du droit international, seul moyen d'avancer vers une solution politique sur le long terme afin de créer les conditions d'une paix juste et durable entre Israélien·nes et Palestinien·nes.

FICHE 5 : L'école dans l'anthropocène - Les lycées pros au cœur des enjeux de transformation de notre société

La responsabilité des activités humaines dans les changements globaux fait l'objet d'un consensus scientifique. La remise en cause de cette réalité repose au choix sur une dangereuse irrationalité, ou sur une malhonnêteté intellectuelle tentant de dissimuler des intérêts économiques ou des postures idéologiques irresponsables. Cette responsabilité humaine motive l'usage du concept d'anthropocène qui décrit la période actuelle de l'histoire de la Terre. Celle-ci se caractérise par les basculements en cours dans les rapports des sociétés humaines à leurs environnements et qui ont un impact significatif et global sur le système planétaire. Le constat est plus qu'alarmant (6^e extinction de masse, changement climatique, pollutions), et le modèle capitaliste se montre incapable d'opérer les transformations nécessaires. Depuis quelques années, la jeunesse se mobilise partout dans le monde pour dénoncer les dérives de ce système qui s'auto-détruit.

Le SNUEP-FSU doit s'engager dans l'information et la formation des collègues pour que ceux-ci puissent informer et former leurs élèves : donner des clés et construire un argumentatif objectif pour contrer les lobbies et la désinformation. Il est également nécessaire de penser et rendre désirable une autre organisation du travail, car si la cause humaine des changements globaux ne fait pas débat, il est toutefois possible de relier ces phénomènes à un certain mode de production et d'organisation économique et social : le capitalisme. Changement global, anthropocène, voir capitalocène, qu'importe la façon de le nommer, un désastre est en cours et ce qui le provoque, c'est la quête perpétuelle de croissance dans le but d'accumuler toujours plus de richesses, par l'exploitation totale de notre planète, du vivant et des travailleuses et travailleurs. À ce titre, notre engagement syndical est en première ligne.

Pour le SNUEP-FSU, il est plus qu'urgent d'agir et faire preuve d'audace et d'imagination pour préparer les jeunes aux métiers de demain, et leur fournir les connaissances nécessaires à la compréhension et la prise en compte des crises auxquelles elles et ils devront faire face. Dans cette optique, la carte des formations doit être revue, de nouveaux diplômes doivent émerger, de nouvelles formations doivent apparaître, d'autres doivent être modifiées, pour que les enjeux de la rupture écologique nécessaire soient pris en compte, notamment dans les domaines des transports, du bâtiment, du commerce, de l'énergie, de la gestion de déchets, de la conception...

Mais il est également important de fournir aux élèves de LP une formation générale très complète, pour leur permettre de s'adapter à tous les défis et toutes les modifications auxquels elles et ils devront faire face, et ainsi obtenir de nouvelles qualifications et de nouveaux diplômes au cours de leur carrière. Il faut sensibiliser à des pratiques plus responsables, en incitant à consommer moins et mieux.

Pour que ces formations puissent se faire dans de bonnes conditions, il est également urgent d'avoir une réflexion globale sur le bâti scolaire. L'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments, leur isolation nécessaire pour faire face aux fortes périodes de chaleur qui vont devenir de plus en plus fréquentes, ne pourra se faire sans des moyens financiers et humains considérables.

En France, l'alimentation humaine représente 22 % de l'empreinte carbone de notre consommation totale. Il est également impératif d'agir à l'école pour modifier les habitudes alimentaires. Le rôle des cantines scolaires dans ce processus est primordial, et celles-ci doivent avoir un comportement exemplaire. L'approvisionnement doit se faire en privilégiant les circuits courts, les produits biologiques locaux et de saison, en mettant en place un tri sélectif pour permettre le compostage des déchets...

Les PLP se doivent aussi de développer l'esprit critique des leurs élèves afin de leur permettre de devenir des professionnels lucides et critiques à l'encontre de pratiques destructrices. Le SNUEP-FSU pourrait se rapprocher des initiatives prises par la jeunesse aussi bien dans le monde de l'université que du travail : réflexions sur le sens du travail et son organisation pour s'adapter aux bouleversements induits par la crise climatique et environnementale. Le SNUEP-FSU doit s'interroger sur les leviers qui permettront de donner à

nos élèves la lucidité nécessaire pour s’engager positivement dans cette lutte.